

Les socialistes dans la vie politique municipale de Riga (1920-1934)

Description

L'indépendance de la Lettonie en 1918 a donné une chance inespérée aux socialistes lettons d'accéder à la vie publique, notamment au sein des structures municipales de Riga. La participation à la gestion de la ville les a encouragés à mettre en œuvre des programmes éloignés du dogme et adaptés aux nouvelles conditions de vie.

En 1919 à Riga les mouvements bourgeois se structurent à peine et sont divisés entre défense d'intérêts sectoriels, querelles de personnalité ou antagonismes politiques et sociaux plus profonds (vis-à-vis de la laïcité, de l'interventionisme). Le mouvement social-démocrate existe lui depuis 1897 à Riga et le parti est créé formellement en 1904. Son rôle dans les luttes révolutionnaires et nationales (en particulier en 1905) lui confèrent une forte popularité dans les couches urbaines. Mais dans un pays majoritairement rural et dont le développement industriel est très ralenti, les villes deviennent un point d'appui indispensable, ce qui, comme dans beaucoup d'autres États occidentaux, favorise l'émergence d'un socialisme municipal pragmatique[1]. Celui-ci est centré sur la satisfaction des revendications pratiques de ses électeurs et peut s'accorder avec des fractions politiques qui se voulaient représenter certaines minorités culturelles (germano-baltes et juive) puissantes économiquement et socialement.



À l'intérieur et en marge: la social-démocratie et le nouvel État letton

Le parti socialiste est le parti de la masse ouvrière dans une ville dont le développement industriel et commercial a suivi la modernisation et l'ouverture de l'Empire tsariste. La population de la ville, en particulier ouvrière, a explosé en quarante ans et dépasse les 500.000 habitants à veille de la Grande Guerre. Devenu une véritable métropole russe, Riga est l'exemple parfait des tensions sociales générées par ce développement. Mais le parti socialiste est aussi le parti de 1905, celui qui a incarné, en grande partie, la lutte des Lettons contre la domination et les privilèges des Germano-Baltes. Ces revendications ont fait sa popularité et en ont fait un grand parti interclassiste attirant paysans pauvres et la petite bourgeoisie lettone[2].

Mais le conflit mondial, la révolution bolchevique et la Guerre d'indépendance de 1918-1920 ont affaibli le parti. Les socialistes lettons sont divisés entre ceux qui ont embrassé la cause bolchevique et la majorité qui voulait inscrire son action dans le nouveau contexte politique. Le désir des socialistes lettons est de garder des relations étroites avec la Russie (bolchevique ou une hypothétique république russe décentralisée). L'industrie lettone, en particulier à Riga pourrait ainsi retrouver une place importante. Cette position ainsi que l'attitude passive de certains socialistes lors du gouvernement communiste Stučka de 1919 expliquent l'hostilité profonde d'une grande partie de la bourgeoisie lettone que ne voit dans les socialistes que des «fourriers»

de Moscou.

Un parti divisé

Fragilisé par la concurrence de l'extrême-gauche communisante qui brocarde les «socialistes en frac», le parti socialiste (officiellement «Parti ouvrier social-démocrate letton», «*Latvijas sociāldemokrātiskā strādnieku partija*») est lui-même divisé en plusieurs tendances antagonistes: d'une part, un courant réformiste proche du modèle du SPD allemand et enclin à participer à la vie politique avec un certain pragmatisme et, d'autre part, une tendance plus ouvriériste et marxiste. Cette dernière suit de près l'évolution soviétique et est plus proche de l'USPD allemand (socialistes indépendants) et de ce qui s'appelait l'Internationale «deux et demi» (à mi-chemin entre la deuxième social-démocrate et la troisième communiste). Les adversaires de tous bords pointent aisément les contradictions pouvant exister chez certains leaders sociaux-démocrates comme Fjlikss Cielāns (1888-1964): ils usent d'un cœt de discours engagés et hostiles à la bourgeoisie, ils feraient preuve d'un autre cœt, au jour le jour, d'un grand pragmatisme et mèneraient une vie fort bourgeoise. Il en reste pas moins que le parti peut donner le flanc aux critiques violentes de la droite[3].

Une situation économique peu favorable à la classe ouvrière

L'évacuation massive de 1915 vers la Russie des installations industrielles et de la population, le retour très faible de celle-ci après la fin de la guerre civile russe et surtout la perte du marché russe ont porté en effet un coup fatal à la grande industrie: la visite des immenses usines ou entrepôts en ruine le long de la Daugava sera longtemps un moment incontournable de la visite de Riga par des personnalités occidentales, leur inspirant des réflexions mélancoliques ou négatives sur le sort de l'espace baltique et de la Lettonie. L'industrie renaît timidement mais le nombre d'ouvriers a diminué d'environ de moitié entre 1910 et le milieu des années vingt. La grande industrie métallurgique et chimique a quasiment disparu au profit des petites et moyennes entreprises, des industries liées au bois et des industries alimentaires. Les marges des industriels sont faibles tant les débouchés sont aléatoires, les capitaux disponibles limités, les coûts de production élevés ainsi que les charges fiscales lourdes. De ce fait, le patronat letton, qu'il soit conservateur ou libéral, veut limiter au maximum ses dépenses en faveur des salariés et est réticent face à toute politique sociale trop généreuse. Il ne connaît ni le paternalisme social pratiqué en Occident ni les innovations fordistes en matière de gestion du personnel.

Dans le contexte de l'immédiat après-guerre, le chômage est endémique, surtout à la mauvaise saison où les campagnes ne peuvent absorber pour les récoltes un peu du surplus de main d'œuvre. Malgré de nombreuses grèves, l'action des syndicats et le rôle joué par les socialistes dans la vie politique, les salaires sont très faibles et ne peuvent suivre l'inflation grandissante frappant tous les produits[4].

Un repli vers un «bastion» urbain, Riga?

Au niveau national, la gauche obtient toujours entre 35 et 40% des sièges de la Saeima Mais, compte tenu de l'opposition de la droite agrarienne (Kārlis Ulmanis) ou bourgeoise (en particulier Arveds Bergs) et à la méfiance de minorités, il lui est difficile de prétendre gouverner sur le long terme le pays. Si elle joue un rôle important dans l'adoption d'une Constitution très démocratique et parvient à faire passer plusieurs lois sociales très importantes (sur la limitation du temps de travail,

sur l'assurance-maladie obligatoire assurant par le patronat et l'État une large prise en charge des salariés lettons), elle ne peut, dans le cadre de brefs gouvernements de coalition (en particulier celui de Marģers Skujenieks en 1927), faire passer que quelques mesures susceptibles de satisfaire son électorat, comme en 1927 avec une loi sur les accidents du travail[5].

La situation est différente au conseil municipal de Riga où se font face au début des années 1920 trois blocs à peu près équivalents: la gauche; un bloc soudé formé par des partis représentant les minorités germano-balte, russe et juive; les partis bourgeois minés par les antagonismes. Les trois blocs se mettent d'accord pour se répartir les responsabilités des neuf grands services de la ville. Outre un poste de maire adjoint avec Teodors Ļventis de 1923 à 1931, les socialistes ont la charge systématique des services de la construction, du logement et du travail, voire parfois celui de l'éducation. Les minorités ont la charge des finances, du commerce (partis germano-baltes) et des affaires sanitaires (partis juifs), les partis bourgeois se répartissant les trois services restant.

Profitant de l'impopularité des partis bourgeois voire d'un certain absentéisme, les socialistes peuvent, en faisant des concessions en faveur d'une petite fraction, souvent obtenir des majorités de circonstance pour faire passer des motions ou décisions importantes. Mieux, en nouant une alliance avec quelques petits partis centristes, ils parviennent à former une majorité et à prendre le contrôle de la ville pendant trois ans entre 1928 et 1931 (les élections municipales ont lieu tous les trois ans à partir de 1922)[5].

Un soutien germano-balte?

Si la politique socialiste bénéficie ponctuellement du soutien d'une partie des mouvements centristes intéressés par une politique favorisant leur électorats (employés, techniciens, enseignants, etc), il est clair que le parti socialiste profite, sur un certain nombre de points, du soutien implicite ou affirmé des minorités, et en particulier des partis germano-baltes.

Les partis germano-baltes se montrent certes soucieux d'éviter des charges fiscales trop lourdes débouchant sur un effondrement du commerce et de l'industrie locales. Les politiciens germano-baltes jouent ainsi un rôle de régulateur en limitant les dépenses (augmentations de salaire, allocations de soutien). Ils ne cessent d'attirer l'attention sur des pratiques visant à ne laisser aucune réserves financières à la ville, l'exposant ainsi au moindre souci conjoncturel. Ils se montrent soucieux de limiter le développement des magasins ou ateliers municipaux concurrençant l'initiative privée. Ils veillent également à répartir équitablement les fonds pour la construction de logement entre des programmes municipaux et le versement de crédits aux secteurs coopératifs ou privés. Ils sont également particulièrement soucieux que l'influence des syndicats des employés de tramways ne devienne pas prédominante (à travers les conseillers socialistes) lorsque la Ville doit reprendre la gestion des transports municipaux.

Se proclamant représentants de l'ordre mais aussi de la justice, se voulant les héritiers des gestionnaires passés ayant mené Riga à la prospérité, les Germano-Baltes veulent s'écarter des luttes clientélistes pour promouvoir une politique gestionnaire, centrée sur les besoins profonds de la ville et de la modernisation. Il y a certes une influence commune du modèle allemand chez les socialistes comme les Germano-Baltes. Mais il est clair également que ces derniers reconnaissent le bien-fondé de politiques publiques incitatives sinon dirigées face aux convictions soit libérales soit clientélistes (défense en particulier des professions libérales) des

différents partis bourgeois. C'est le cas dans la politique du logement, où, sans adhérer totalement à la loi sur les loyers, le bloc germano-balte adhère à ses principes fondateurs (encadrement des loyers, contrôle des baux, impôt pour financer la construction publique, etc.). Au contraire, une grande partie de la droite ne voit dans la loi que des mesures brimant l'initiative privée et aggravant encore la crise.

Face à la prolifération d'une partie importante de la population, les Germano-Baltes semblent également plus conscients que les partis bourgeois des limites des politiques publiques dans le domaine social. Dans le domaine culturel, les partis germano-baltes se montrent ainsi soucieux de soutenir les subventions faites aux organisations sportives ou culturelles ouvrières[6].

Au début des années 1930, beaucoup de socialistes occidentaux reconnaissent le rôle joué par le parti ouvrier social-démocrate letton dans la construction d'une démocratie sociale respectueuse des minorités, qui ancrerait le pays à une Europe moderne et nordique opposée à une Europe balkanique perçue comme en retard. Léon Blum évoquait à son propos «*la seule force de démocratie et de paix*» en Lettonie. Cette Europe progressiste, certes idéaliste, allait néanmoins être broyée dans la lutte opposant deux autres modèles, l'Europe autoritaire (dès 1934 en Lettonie le coup d'état de K.Ulmanis) et l'Europe communiste (avec l'annexion soviétique de 1940).

Notes :

- [1] Bruno Kalniņš, *Latvijas Sociāldemokratijas 50 gadi (1904-1954)* Stockholm: Memento, 1993. Accessible en ligne: www.whiterabbit.lv/t/socdem50/SATURS.htm
- [2] Andrejs Plakans, *The Latvians. A Short History*, Stanford: Hoover, 1995, p104 et 122.
- [3] Archives du Ministère des Affaires Étrangères français (AMAEF), Europe 1918-1940, Lettonie 55 (26 mai 1931, 20 avril 1933) et 56 (23 mai 1934).
- [4] Archives du «Auswärtiges Amt» (Berlin), R 267005 (rapports annuels) et *La Lettonie. Situation économique*, Riga, 1927.
- [5] Ibid., R 84 649 (30 mars 1922, 12 mars 1923), 84650-84653 (*passim*).
- [6] Archives de la République Autrichienne, NPA 620, 2/3 (Lettres des 5 mars 1925 et 26 décembre 1926), 5/2 et 7/1 (19 avril 1927). Voir également les articles du *Rigasche Rundschau* sur les élections à Riga du 10 au 21 février 1925, ainsi que sur le budget municipal des 4 et 23 mars 1931.

Vignette : Relief situé en façade de l'immeuble de logements municipaux, 2 rue Lomonosov (anciennement Samarine) à Riga, conçu par l'architecte Heincs Pärangs (Heinz Pirang). Photo: Eric Le Bourhis, 2010.

* Historien, chercheur partenaire de l'UMR IRICE (CNRS-Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne)

date création

15/12/2013

Champs de mots

Auteur-article : Julien GUESLIN*